

Jean-Paul Chagnollaud. *Intifada. Vers la paix ou vers la guerre ?* Paris. L'Harmattan, 1990. 256 p. (coll. Comprendre le Moyen-Orient).

Dans les premiers mois de 1990, alors que l'Intifada avance dans sa troisième année, un observateur attentif du mouvement national palestinien (*Maghreb et Palestine*, 1977) et de la politique israélienne (*Israël et les territoires occupés*, 1986) fait le point du soulèvement en Cisjordanie et à Gaza. Il remonte aux sources de la mobilisation des Palestiniens « de l'intérieur », examine les modalités de l'occupation israélienne depuis 1967, et présente les caractéristiques sociales et organisationnelles, ainsi que la stratégie et les objectifs du mouvement de résistance. Ensuite, il se penche sur les effets de l'Intifada sur la société politique israélienne, pour terminer par une réflexion à propos du contexte diplomatique, régional et international du mouvement : un contexte qui lui a donné naissance mais, surtout, qui s'en trouve profondément modifié.

Disons tout de suite que Chagnollaud, responsable de la collection « Comprendre le Moyen-Orient » dans laquelle paraît son livre, s'exprime avec autant de simplicité que de clarté. La synthèse l'oblige à des raccourcis, par exemple sur l'échec de l'État palestinien en 1948 (p. 169) ; elle prive parfois le lecteur d'informations précises, par exemple sur l'appropriation des terres par les Israéliens en Cisjordanie (p. 68). Mais les dix-huit pages d'annexes et les éléments de bibliographie ajoutent encore à la compréhension. Au total, Chagnollaud a réussi une présentation cohérente et informative, au style sobre, si retenu qu'on en vient à regretter qu'il ne se laisse pas plus souvent aller à confier son témoignage personnel : il ne fait jamais mieux sentir l'esprit de l'Intifada qu'en rapportant sa marche « accompagnée » dans un camp proche de Ramallah (p. 107).

Depuis la rédaction et la parution de ce livre, l'Intifada s'est heurtée successivement à la rupture du dialogue américano-palestinien, puis à la guerre du Golfe, à l'après-guerre aussi, avec ses conséquences dramatiques sur les relations entre le mouvement national palestinien et les monarchies pétrolières du Golfe, et avec les propositions de James Baker, qui sonnent comme un *remake* du plan Reagan de 1982. Puisque le titre de Chagnollaud porte une interrogation sur l'avenir de l'Intifada — « vers la paix ou vers la guerre ? » — il faut lire son livre à la lumière des événements de 1990 et 1991.

C'est une gageure que de dépeindre (chap. 1) l'évolution du mouvement national palestinien depuis un siècle entièrement de l'intérieur de la Palestine, même si

cet intérieur se fait l'écho des événements qui secouent les Palestiniens de l'exil, tels les assassinats perpétrés par des commandos israéliens à Beyrouth en avril 1973 (p. 40). Par exemple, la naissance de l'OLP et le développement de la lutte armée palestinienne ne figurent pas dans ce tableau. Or, il n'est pas certain que, d'un point de vue pédagogique, ce choix simplificateur soit satisfaisant. Surtout, il risque de fausser la réalité de la complémentarité des espaces palestiniens, réalité selon laquelle la société de l'intérieur « *a eu besoin de la médiation de la diaspora pour accéder à une nouvelle historicité* », ainsi que l'écrit Nadine Picaudou (*Maghreb-Machrek*, 123, 1989). Aujourd'hui, au printemps 1991, les interlocuteurs israéliens de James Baker veulent bien s'adresser à des Palestiniens « de l'intérieur » (et encore, pas de Jérusalem) à condition que ceux-ci n'aient pas de lien avec l'extérieur, avec l'OLP, au mépris de leur libre choix. Car les enjeux de l'articulation interne-externe sont essentiels : choix des moyens de la lutte palestinienne et droit au retour des réfugiés, et non pas seulement détermination du leadership au sein du mouvement. Conscient de cette réalité, Chagnollaud réinsère l'Intifada dans l'histoire diplomatique — le « tournant stratégique de l'OLP » — dans son dernier chapitre, où sont présentées les positions et les propositions contradictoires des principaux acteurs internationaux.

Il faut lire attentivement le chapitre 2 sur l'occupation israélienne. Tous mes étudiants de troisième année de Sciences-Po savent que les territoires occupés sont la Cisjordanie et Gaza. Et l'occupant ? Quatre sur dix croient que l'occupant est... la Jordanie. Chagnollaud montre très bien que sous la banalisation et la moralisation du discours israélien de « *légalité, de développement économique et de sécurité* » (p. 113), le pouvoir occupant s'est arrogé le monopole de la production juridique dans les territoires, que son mépris du droit international fait de la gestion de la Cisjordanie et de Gaza un « système global », mis en œuvre par un commandant régional subordonné au ministre de la Défense (p. 49). Dans ce cadre, travaillistes et Likoud ont fait de l'appropriation de l'espace et de la conquête de la terre l'enjeu central de l'occupation, tandis que l'intégration de l'économie de la Cisjordanie à celle d'Israël a clairement eu un effet négatif sur son développement. Cette synthèse en trois étapes constitue une partie très convaincante du livre. Actuelle, aussi, quand on sait que James Baker trouve une nouvelle colonie en Cisjordanie à chacune de ses arrivées à Lod.

La présentation de l'Intifada elle-même (chap. 3) fait le pont entre les descriptions journalistiques et l'analyse abstraite du débat en cours entre les Palestiniens de l'intérieur, islamistes et nationalistes. Elle donne en effet une vision dynamique du fonctionnement social du mouvement, de la relation vitale entre les populations et les organisations politiques, et du processus de renforcement de la conscience identitaire palestinienne. Nombreux sont les signes positifs — volontarisme, démocratisation — d'une transformation en profondeur de cette société qui était déjà la plus bouleversée des sociétés arabes du Moyen-Orient. Mais le tableau de la page 240 dit de quel prix cette transformation est payée. Or, depuis la guerre du

Golfe, la tentative que constituait l'Intifada d'échapper à l'asphyxie « en douceur » par l'occupation israélienne se heurte à un autre danger, celui de l'isolement dans lequel la confine la politique d'exclusion imposée par le Koweït, l'Arabie saoudite et leurs alliés, en représailles contre la solidarité palestinienne avec l'Irak en guerre. Les mouvements islamistes gagneront-ils en influence aux dépens des nationalistes dans les territoires occupés ? Et, surtout, avec ce nouveau coup qui la frappe, l'Intifada pourra-t-elle trouver un second souffle ?

A ce sujet, la lecture du chapitre 4, consacré à l'impact de l'Intifada sur la société israélienne, incite au pessimisme. En effet, la classification nuancée de Chagnollaud entre « ouverture », « compromis », « dogme » et « exclusion », si elle permet d'échapper à une vision antagoniste irréductible, ne rend tout de même pas compte de l'indifférence majoritaire des Israéliens à l'égard de l'occupation. En ceci, ils sont d'ailleurs comparables à toutes les sociétés politiques du monde, que le prix de l'essence et les rivalités politiciennes préoccupent autrement que les déséquilibres internationaux et le surarmement... Plus grave, une vague moralisatrice et un repli communautaire sont venus balayer l'audace des partisans du dialogue que présente Chagnollaud (pp. 154-158). Les quelques fenêtres difficilement ouvertes entre la gauche israélienne et le mouvement national palestinien depuis le début de l'Intifada se sont refermées sèchement devant l'expression de la solidarité arabe (ici entre l'Irak et les Palestiniens) face aux injustices du système international. La répression peut se donner libre cours. Dans l'après-guerre du Golfe, à nouveau, le chemin semble long pour qu'Israéliens et Palestiniens reconnaissent qu'on ne choisit pas son ennemi, même pour négocier, comme le rappelait récemment David Grossman dans *Libération*.

Dans ces conditions, l'intervention des acteurs internationaux (chap. 5), en particulier de cet *outsider* qu'est l'Europe, en faveur d'une négociation apparaît comme un relais indispensable à l'Intifada, mais un relais seulement, depuis que les changements en cours ont été amorcés par la population des territoires dont « toute l'existence se résume à cet acte de résistance ». Chagnollaud le montre avec clarté et conviction.